

Vu la demande motivée de la zone de police Damme/Knokke-Heist du 3 décembre 2020 ;

Sur la proposition de la ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 5 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale, sous le titre intitulé « PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE », les mots « Damme/Knokke-Heist 152 » sont remplacés par les mots « Damme/Knokke-Heist 178 ».

Art. 2. Dans l'annexe 2 du même arrêté, sous le titre intitulé « PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE », les mots « Damme/Knokke-Heist 12 » sont remplacés par les mots « Damme/Knokke-Heist 34 ».

Art. 3. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 octobre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Gelet op de gemotiveerde vraag van de politiezone Damme/Knokke-Heist van 3 december 2020;

Op de voordracht van de minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie, worden onder de titel met opschrift "PROVINCIE WEST-VLAANDEREN" de woorden "Damme/Knokke-Heist 152" vervangen door de woorden "Damme/Knokke-Heist 178".

Art. 2. In bijlage 2 van hetzelfde besluit worden onder de titel met opschrift "PROVINCIE WEST-VLAANDEREN" de woorden "Damme/Knokke-Heist 12" vervangen door de woorden "Damme/Knokke-Heist 34".

Art. 3. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 oktober 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2021/43386]

12 DECEMBRE 2021. — Arrêté royal
modifiant l'article 133 de l'AR/CIR 92

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'administration fiscale se retrouve régulièrement confrontée à une situation problématique lorsqu'elle doit enrôler une cotisation à charge d'une société, d'une association ou d'une fondation dont la liquidation a été clôturée.

Depuis un arrêt de la Cour d'appel d'Anvers du 27 juin 2017, une incertitude est apparue quant à la question de savoir au nom de qui l'enrôlement doit être exécuté en application de l'article 133, § 1^{er}, AR/CIR 92 lorsque cette cotisation :

- se rapporte à une période imposable antérieure à la clôture de la liquidation de la société, de l'association ou de la fondation ;

- mais doit encore être enrôlée une fois que la liquidation de la société, de l'association ou de la fondation, qui en est redevable, a déjà été clôturée.

Afin de lever cette incertitude, le présent projet d'arrêté royal ajoute un paragraphe 4 à l'article 133 AR/CIR 92, afin de déterminer précisément à quel nom la cotisation doit être portée au rôle dans ce cas.

En clôturant la liquidation, la société, l'association ou la fondation cesse en principe d'exister, ce qui signifie, entre autres, qu'elle n'a plus d'actifs ni d'organes.

Afin de protéger les droits des créanciers de la société, de l'association ou de la fondation liquidée, l'article 2:143, § 1^{er}, cinquième tiret et l'article 2:143, § 2, deuxième tiret, du Code des Sociétés et Associations disposent respectivement que la société, d'une part, et l'association et la fondation d'autre part, peuvent encore faire l'objet de poursuites par leurs créanciers pendant une période de cinq ans après la publication de la clôture de la liquidation aux annexes du *Moniteur belge*, et ce en la personne de leur liquidateur.

Le liquidateur ne peut être poursuivi par les créanciers de la société, de l'association ou de la fondation, en vertu de ces dispositions, qu'en sa qualité de liquidateur, c'est-à-dire en sa qualité d'organe de la société, de l'association ou de la fondation.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2021/43386]

12 DECEMBER 2021. — Koninklijk besluit
tot wijziging van artikel 133 van het KB/WIB 92

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De belastingadministratie ziet zich regelmatig geconfronteerd met een problematische situatie waarbij zij een aanslag ten kohiere moeten brengen ten laste van een vennootschap, een vereniging of een stichting waarvan de vereffening gesloten is.

Sinds een arrest van het Hof van beroep van Antwerpen van 27 juni 2017, is onduidelijkheid ontstaan omtrent de vraag op wiens naam de aanslag ten kohiere moet worden gebracht in toepassing van art. 133, § 1, KB/WIB 92 wanneer deze aanslag:

- betrekking heeft op een belastbaar tijdperk voorafgaand aan de sluiting van de vereffening van de vennootschap, de vereniging of de stichting;

- maar nog moet gevestigd worden eens de vereffening van de vennootschap, de vereniging of de stichting zijnde de belastingplichtige, al is afgesloten.

Om deze onduidelijkheid te verhelpen, voegt dit koninklijk besluit een paragraaf 4 toe aan artikel 133 KB/WIB 92, waarin specifiek bepaald wordt op welke naam de aanslag in dat geval ten kohiere moet gebracht worden.

Door het sluiten van de vereffening houdt de vennootschap, de vereniging of de stichting in principe op te bestaan wat onder andere betekent dat ze geen vermogen en geen organen meer heeft.

Teneinde de rechten van de schuldeisers van de vereffende vennootschap, vereniging of stichting te beschermen, bepalen artikel 2:143, § 1, vijfde streepje en art. 2:143, § 2, tweede streepje, van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen respectievelijk dat de vennootschap enerzijds en de vereniging en de stichting anderzijds nog gedurende vijf jaar na de bekendmaking van de sluiting van de vereffening in de bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad* door haar schuldeisers kunnen worden aangesproken in de persoon van hun vereffenaar.

De vereffenaar kan krachtens die bepalingen door de schuldeisers van de vennootschap, de vereniging of de stichting slechts aangesproken worden in zijn hoedanigheid van vereffenaar, dat wil zeggen in zijn hoedanigheid van orgaan van de vennootschap, vereniging of stichting.

Le fait que le liquidateur puisse encore être interpellé, en tant qu'organe de la société, de l'association ou de la fondation pendant une période de cinq ans après la publication de la clôture de la liquidation, implique que la disparition de la personne morale avec la clôture de la liquidation n'est pas absolue. Pendant cette période de cinq ans, la société, l'association ou la fondation continuera d'exister passivement afin de répondre aux recours formés par les créanciers de la société, de l'association ou de la fondation contre elle en la personne de son ou de ses liquidateur(s), tant que la prescription n'aura pas été atteinte à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la publication de la clôture de la liquidation.

Le nouveau paragraphe 4, qui est ajouté à l'article 133 AR/CIR 92 par le présent arrêté royal, stipule donc spécifiquement que pour les cotisations qui doivent encore être établies à charge de la société, de l'association ou de la fondation contribuable après la clôture de sa liquidation, celles-ci seront portées au rôle au nom de la société de l'association ou de la fondation, bien que représentée par le(s) liquidateur(s) en cette qualité, autrement dit 'qualitate qua' (q.q.).

Il convient également de noter les points suivants :

Selon les dispositions précitées du droit des sociétés, la responsabilité du liquidateur ne peut être engagée qu'en sa qualité de liquidateur de la société, de l'association ou de la fondation. Puisqu'il s'agit des cotisations à charge de la société, association ou fondation concernant des périodes imposables antérieures à la clôture de la liquidation, le liquidateur n'est pas responsable de ces dettes sur ses biens personnels, à moins qu'il ne soit tenu responsable. Cette formulation ne modifie pas la responsabilité du liquidateur.

Cette modification ne crée aucune obligation nouvelle dans le chef du liquidateur, elle ne fait que préciser que ce dernier est mentionné comme représentant et que c'est à lui que l'administration fiscale s'adresse lorsque la liquidation de la société, de l'association ou de la fondation est clôturée.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

AVIS 70.288/3 DU 8 NOVEMBRE 2021 SUR UN PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL 'MODIFIANT L'ARTICLE 133 DE L'AR/CIR 92'

Le 11 octobre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'article 133 de l'AR/CIR 92'.

Le projet a été examiné par la troisième chambre le 26 octobre 2021. La chambre était composée de Wilfried Van Vaerenbergh, président de chambre, Jeroen Van Nieuwenhove et Koen Muylle, conseillers d'État, Jan Velaers et Bruno Peeters, assesseurs, et Astrid Truyens, greffier.

Le rapport a été présenté par Frédéric Vanneste, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Wilfried Van Vaerenbergh, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 8 novembre 2021.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

*

Dat de vereffenaar nog gedurende vijf jaar na de bekendmaking van de sluiting van de vereffening kan aangesproken worden als orgaan van de vennootschap, de vereniging of de stichting, impliceert dat de verdwijning van de rechtspersoon met de sluiting van de vereffening niet absoluut is. Gedurende deze periode van vijf jaar blijft de vennootschap, vereniging of stichting nog passief voortbestaan om te antwoorden op de vorderingen die de schuldeisers van de vennootschap, de vereniging of de stichting tegen haar instellen in de persoon van haar vereffenaar(s), en dit zolang de verjaring niet is bereikt door het verstrijken van vijf jaar, te rekenen vanaf de bekendmaking van de sluiting van de vereffening.

De nieuwe paragraaf 4, die toegevoegd wordt aan art. 133 KB/WIB 92 door dit koninklijk besluit, voorziet dan ook specifiek voor de aanslagen die nog moeten gevestigd worden ten laste van de belastingplichtige vennootschap, vereniging of stichting na de sluiting van haar vereffening dat deze ten kohiere gebracht worden op naam van de vennootschap, de vereniging of de stichting, zij het vertegenwoordigd door de vereffenaar(s) in die hoedanigheid, met andere woorden 'qualitate qua' (q.q.).

Verder wordt de aandacht nog gevestigd op de volgende punten:

Krachtens voormelde bepalingen uit het vennootschapsrecht kan de vereffenaar slechts in zijn hoedanigheid van vereffenaar van de vennootschap, de vereniging of de stichting worden aangesproken. Aangezien het gaat om aanslagen gevestigd ten laste van de vennootschap, vereniging of stichting met betrekking tot belastbare tijdperken die de sluiting van de vereffening voorafgaan, staat de vereffenaar niet met zijn persoonlijke vermogen voor die schulden in, tenzij hij daarvoor aansprakelijk wordt gesteld. Deze formulering verandert de aansprakelijkheid van de vereffenaar niet.

Deze wijziging creëert geen enkele nieuwe verplichting in hoofde van de vereffenaar, zij preciseert enkel dat deze laatste vermeld wordt als vertegenwoordiger en dat de belastingadministratie zich tot hem richt wanneer de vereffening van de vennootschap, de vereniging of de stichting gesloten is.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

ADVIES 70.288/3 VAN 8 NOVEMBER 2021 EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 133 VAN HET KB/WIB 92'

Op 11 oktober 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van artikel 133 van het KB/WIB 92'.

Het ontwerp is door de derde kamer onderzocht op 26 oktober 2021. De kamer was samengesteld uit Wilfried Van Vaerenbergh, kamervoorzitter, Jeroen Van Nieuwenhove en Koen Muylle, staatsraden, Jan Velaers en Bruno Peeters, assessoren, en Astrid Truyens, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Frédéric Vanneste, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wilfried Van Vaerenbergh, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 8 november 2021.

*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

Portée et fondement juridique du projet

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'insérer dans l'article 133 de l'arrêté royal du 27 août 1993 'd'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992' (ci-après : AR/CIR 92) un paragraphe 4 qui énonce : "Quant aux impositions établies à charge des sociétés liquidées, des associations liquidées ou des fondations liquidées, elles sont enrôlées au nom de la société, de l'association ou de la fondation, suivi des mots 'liquidée, représentée par le(s) liquidateur(s) q.q.'". Le projet lève ainsi une incertitude quant à la question de savoir au nom de qui l'enrôlement doit être exécuté en application de l'article 133, § 1^{er}, de l'AR/CIR 92 lorsque cette cotisation se rapporte à une période imposable antérieure à la clôture de la liquidation de la société, de l'association ou de la fondation, mais doit encore être enrôlée lorsque la liquidation de la société, de l'association ou de la fondation, qui en est redevable, a déjà été clôturée (1). Selon le rapport au Roi joint au projet, cette modification n'a pas d'effet sur la responsabilité du liquidateur.

3. L'article 300, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992 procure un fondement juridique au projet. Selon cette disposition, le Roi détermine le mode à suivre pour les déclarations, la formation et la notification des rôles, les paiements et les quittances.

Formalités

4. La mesure en projet vise à exclure tout litige en matière d'imposition fiscale en créant davantage de sécurité juridique quant au mode d'enrôlement. L'arrêté en projet peut dès lors être considéré comme un arrêté qui est directement ou indirectement de nature à influencer les recettes au sens de l'article 5, 2^o, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire'. En conséquence, il y a lieu, conformément à cette disposition, de recueillir l'accord budgétaire concernant l'arrêté en projet et, conformément à l'article 14, 1^o, b), du même arrêté, de recueillir l'avis préalable de l'inspecteur des Finances.

Si l'avis ou l'accord précité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État (2), les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation, conformément à la prescription de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État.

Examen du textePréambule

5. Après le premier alinéa, il convient d'insérer un deuxième alinéa, nouveau, faisant référence à l'AR/CIR 92 à modifier.

6. Le préambule devra encore faire mention de l'accomplissement des formalités précitées.

Le greffier,
A. Truyens

Le président,
W. Van Vaerenbergh

Notes

(1) Voir à ce propos : Anvers (civil) (6e ch.), arrêt n° 2015/AR/2498, 27 juin 2017.

(2) À savoir d'autres modifications que celles dont fait état le présent avis ou que celles visant à répondre aux observations formulées dans le présent avis.

12 DECEMBRE 2021. — Arrêté royal modifiant l'article 133 de l'AR/CIR 92

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 300, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 133 ;

Vu l'avis n° 70.288/3 du Conseil d'Etat, donné le 8 novembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2021 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 3 décembre 2021 ;

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

2. Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe in artikel 133 van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 'tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992' (hierna: KB/WIB 92) een paragraaf 4 in te voegen die luidt: "Aanslagen ten laste van vereffende vennootschappen, vereffende verenigingen of vereffende stichtingen worden ten kohiere gebracht op naam van de vennootschap, vereniging of stichting, gevolgd door de woorden 'vereffend, vertegenwoordigd door de vereffenaar(s) q.q.'". Op die wijze wordt een onduidelijkheid weggewerkt omtrent de vraag op wiens naam de aanslag ten kohiere moet worden gebracht met toepassing van artikel 133, § 1, van het KB/WIB 92, wanneer deze aanslag betrekking heeft op een belastbaar tijdperk voorafgaand aan de sluiting van de vereffening van de vennootschap, de vereniging of de stichting maar nog moet worden gevestigd wanneer de vereffening van de vennootschap, de vereniging of de stichting, zijnde de belastingplichtige, al is afgesloten.(1) Volgens het bij het ontwerp gevoegde verslag aan de Koning heeft deze wijziging geen gevolgen voor de aansprakelijkheid van de vereffenaar.

3. Rechtsgrond voor het ontwerp wordt geboden door artikel 300, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. Overeenkomstig deze bepaling regelt de Koning de wijze waarop men dient te handelen voor de aangiften, de opmaking en de kennisgeving van de kohieren, de betalingen en de kwijtschriften.

Vormvereisten

4. De ontworpen maatregel beoogt betwistingen omtrent de fiscale aanslag uit te sluiten door meer rechtszekerheid te creëren omtrent de wijze van inkohiering. Het ontworpen besluit kan bijgevolg worden beschouwd als een besluit waardoor rechtstreeks of onrechtstreeks de ontvangsten kunnen worden beïnvloed, in de zin van artikel 5, 2^o, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 'betreffende de administratieve en begrotingscontrole'. Bijgevolg dient overeenkomstig die bepaling met betrekking tot het ontworpen besluit het begrotingsakkoord te worden ingewonnen en dient overeenkomstig artikel 14, 1^o, b), van hetzelfde besluit voorafgaandelijk het advies van de inspecteur van Financiën te worden ingewonnen.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van het voormelde advies of akkoord nog wijzigingen zou ondergaan, (2) moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, ter inachtneming van het voorschift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

Onderzoek van de tekstAanhef

5. Na het eerste lid dient een nieuw tweede lid te worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar het te wijzigen KB/WIB 92.

6. In de aanhef zal nog melding moeten worden gemaakt van het vervuld zijn van de hiervoor vermelde vormvereisten.

De griffier,
A. Truyens

De voorzitter,
W. Van Vaerenbergh

Nota's

(1) Zie in dat verband: Antwerpen (burg.) (6e k.), arrest nr. 2015/AR/2498, 27 juni 2017.

(2) Namelijk andere wijzigingen dan diegene waarvan in dit advies melding wordt gemaakt of wijzigingen die ertoe strekken tegemoet te komen aan hetgeen in dit advies wordt opgemerkt.

12 DECEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 133 van het KB/WIB 92

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 300, § 1 ;

Gelet op het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 133 ;

Gelet op advies nr. 70.288/3 van de Raad van State, gegeven op 8 november 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2021 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 3 december 2021 ;

Sur la proposition du ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 133 de l'AR/CIR 92, il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

"§ 4. Quant aux impositions établies à charge des sociétés liquidées, des associations liquidées ou des fondations liquidées, elles sont enrôlées au nom de la société, de l'association ou de la fondation, suivies des mots "liquidée, représentée par le(s) liquidateur(s) q.q."."

Art. 2. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Op de voordracht van de minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 133 van het KB/WIB 92, wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidende:

"§ 4. Aanslagen ten laste van vereffende vennootschappen, vereffende verenigingen of vereffende stichtingen worden ten kohiere gebracht op naam van de vennootschap, vereniging of stichting, gevolgd door de woorden "vereffend, vertegenwoordigd door de vereffenaar(s) q.q."."

Art. 2. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 december 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2021/205814]

12 DECEMBRE 2021. — Arrêté royal fixant la procédure à suivre pour l'établissement et la modification du règlement de travail qui s'applique au Conseil Supérieur de la Justice et aux travailleurs qu'il occupe (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, l'article 15septies, inséré par la loi du 18 décembre 2002;

Vu l'arrêté royal du 10 janvier 2003 portant approbation de la décision du Conseil supérieur de la Justice du 18 septembre 2002 relative à la non-applicabilité aux membres du personnel administratif du Conseil supérieur de la Justice de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu l'arrêté royal du 10 janvier 2003 portant approbation du règlement du Conseil supérieur de la Justice du 18 septembre 2002 relatif à la création, la composition, la compétence et le fonctionnement du Conseil du personnel;

Vu la dispense d'analyse d'impact sur la base de l'article 6, § 1^{er}, et de l'article 8, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Vu l'avis 70.335/1 du Conseil d'Etat, donné le 17 novembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique au Conseil supérieur de la Justice et aux travailleurs qu'il occupe.

Art. 2. Pour l'application de cet arrêté, il faut entendre par:

1^o la loi: la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail;

2^o le Conseil: le Conseil supérieur de la Justice;

3^o la cellule administrative: la cellule administrative instituée par le règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur de la Justice du 4 octobre 2000, publié au *Moniteur belge* du 25 novembre 2000;

4^o le conseil du personnel: le conseil du personnel institué par le règlement du Conseil supérieur de la Justice du 18 septembre 2002 relatif à la création, la composition, la compétence et le fonctionnement du conseil du personnel, approuvé par arrêté royal du 10 janvier 2003, publié au *Moniteur belge* le 24 janvier 2003;

5^o les travailleurs: les collaborateurs administratifs en service au Conseil;

6^o le fonctionnaire: le fonctionnaire désigné par le Roi en vertu de l'article 21 de la loi.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2021/205814]

12 DECEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot bepaling van de te volgen procedure voor het opstellen en het wijzigen van het arbeidsreglement dat van toepassing is op de Hoge Raad voor de Justitie en op de door hem tewerkgestelde werknemers (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, artikel 15septies, ingevoegd bij de wet van 18 december 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 januari 2003 houdende goedkeuring van de beslissing van de Hoge Raad voor de Justitie van 18 september 2002 betreffende de niet-toepasselijkheid op de leden van het administratief personeel van de Hoge Raad voor de Justitie van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekking tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 januari 2003 houdende goedkeuring van het reglement van de Hoge Raad voor de Justitie van 17 november 2002 betreffende de oprichting, de samenstelling, de bevoegdheid en de werking van de Personeelsraad;

Gelet op de vrijstelling van een impactanalyse op basis van artikel 6, § 1, en artikel 8, § 1, 4^o, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op advies 70.335/1 van de Raad van State, gegeven op 17 november 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de Hoge Raad voor de Justitie en op de door de Raad tewerkgestelde werknemers.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o de wet: de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen;

2^o de Raad: de Hoge Raad voor de Justitie;

3^o de administratieve cel: de administratieve cel ingesteld bij het huishoudelijk reglement van de Hoge Raad voor de Justitie van 4 oktober 2000, dat werd bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 november 2000;

4^o de personeelsraad: de personeelsraad opgericht bij reglement van de Hoge Raad voor de Justitie van 18 september 2002 betreffende de oprichting, de samenstelling, de bevoegdheid en de werking van de personeelsraad, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 10 januari 2003, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 2003;

5^o de werknemers: de administratieve medewerkers die in dienst zijn van de Raad;

6^o de ambtenaar: de ambtenaar aangewezen door de Koning krachtens artikel 21 van de wet.